

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS BEUREL Environnement

Rue Becquerel
Parc d'activité La Tourelle
BP 30459
22400 Lamballe-Armor

Références : 2024.064
Code AIOT : 0005516581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement SAS BEUREL Environnement implanté Le Pont Pin 22120 Yffiniac. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 1er juin 2023, un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été transmis à la société Beurel Environnement. Cette inspection visait à constater le respect des prescriptions de cette mise en demeure du 25 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BEUREL Environnement
- Le Pont Pin 22120 Yffiniac
- Code AIOT : 0005516581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEUREL Environnement exploite sur le site : une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux Amiante lié (ISDND Amiante) ainsi qu'une station de tri-transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Hauteur et volume	AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité	AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Entreposage des produits et déchets	AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté le respect de la hauteur maximale concernant le stockage de bois broyé. Par ailleurs, le bassin de stockage des eaux de ruissellement a fait l'objet de travaux d'étanchéification. La mise en demeure du 25 août 2023 peut donc être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur et volume

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Prescription contrôlée : La hauteur maximale de stockage doit être de 4 m maximum afin que la capacité de stockage maximal en instantané soit au plus de 6204 m ³ (zone de 47m*33m).
Constats : La hauteur de stockage du bois broyé est respectée. L'exploitant a indiqué qu'il a adapté la fréquence d'intervention de son prestataire DBR Environnement à au moins trois chantiers par an. Enfin, les aires de stockages disposent de bornes à quatre mètres de hauteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement

Prescription contrôlée :

II. - Le bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site est étanche et dimensionné pour contenir au moins la quantité d'eau de ruissellement résultant d'un événement pluvieux de fréquence décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.

Constats :

L'exploitant a procédé à la vérification de l'étanchéité du bassin n°1 et à des travaux de réfection (bâchage et bétonnage). Le bassin est étanche et dispose d'une sonde de débit et d'une vanne. Enfin la capacité de rétention du bassin n° 1 a été vérifiée dans le renouvellement d'autorisation de 2019.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/08/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendies

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

Constats :

Les aires de tri du bois sont clairement distinctes à l'aide de murs séparatifs (type Lego) et disposent de bornes à quatre mètres de hauteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure
